



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1997/NGO/63
18 mars 1997

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-troisième session
Point 18 de l'ordre du jour

LES SERVICES CONSULTATIFS DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME

Exposé écrit présenté par Human Rights Watch, organisation
non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit ci-après, qui est distribué conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social.

[6 mars 1997]

Services consultatifs pour le Guatemala

1. Human Rights Watch recommande vivement que la Commission des droits de l'homme renouvelle le mandat de l'experte indépendante chargée d'examiner la situation des droits de l'homme au Guatemala et mette sur pied un programme de services consultatifs efficace pour ce pays.
2. La Commission des droits de l'homme examine la situation des droits de l'homme au Guatemala depuis 1979. Entre 1982 et 1986, la Commission des droits de l'homme avait désigné un rapporteur spécial pour le Guatemala, plaçant ce pays dans la catégorie de ceux qui, dans le monde, commettent les violations les plus graves. Après l'instauration d'un gouvernement civil en 1986, la Commission a décidé que le Guatemala relevait des services consultatifs visant à améliorer la situation des droits de l'homme. De graves violations des droits de l'homme continuant d'être perpétrées, sous des gouvernements pourtant civils, la Commission a, en 1990, approuvé la désignation d'un "expert indépendant" pour le Guatemala qui continuerait d'offrir des services consultatifs mais établirait aussi un rapport public détaillé sur la situation des droits de l'homme.

3. L'action de la Commission a eu des incidences considérables sur la situation des droits de l'homme au Guatemala, notamment depuis la désignation d'un expert indépendant, en 1990. Outre les rapports détaillés sur les violations des droits de l'homme, les experts ont régulièrement formulé des recommandations visant les aspects structurels à l'origine des violations. Les gouvernements guatémaltèques successifs ont appliqué plusieurs des recommandations les plus importantes faites au cours des années par les experts indépendants, Christian Tomuschat et Monica Pinto, y compris la dissolution et le désarmement des commissaires militaires et des patrouilles civiles - groupes de civils organisés par l'armée pour des opérations de renseignements et responsables de violations graves et systématiques des droits de l'homme - et la création d'une juridiction civile en matière de violation des droits de l'homme (il convient toutefois de signaler que la législation visant à modifier la juridiction est actuellement contestée devant la Cour constitutionnelle). Nombre d'autres recommandations ont été partiellement appliquées, comme la démilitarisation de l'état-major présidentiel (*Estado Mayor Presidencial*), ou acceptées dans le cadre d'accords de paix, comme la création d'un service de renseignement civil et la réforme de la police. Beaucoup reste à faire pour appliquer d'autres recommandations importantes, comme le renforcement du Bureau du médiateur pour les droits de l'homme, et offrir des services sociaux et économiques de base à l'ensemble de la population. Il est essentiel que la Commission des droits de l'homme continue de suivre l'application de ces recommandations et de faire rapport à ce sujet, si l'on veut conforter les réformes entamées et empêcher que d'autres violations ne soient commises.

4. Depuis novembre 1994, le Guatemala a bénéficié de la présence de la MINUGUA, mission de vérification qui a permis de déployer des dizaines d'observateurs des droits de l'homme dans l'ensemble du pays. L'expert indépendant et la MINUGUA ont joué un rôle complémentaire. Alors que la MINUGUA a procédé à des vérifications fiables, concrètes, ce qui constitue la force d'une mission sur le terrain, l'experte indépendante a pu faire entendre fermement sa voix en ce qui concerne les mécanismes politiques et judiciaires qu'il convient de renforcer ou de réformer pour mettre fin aux violations des droits de l'homme et installer un système judiciaire à même d'apporter réparation aux victimes.

5. Dans le cadre du processus de paix récemment mené à bien, le Guatemala a pris un nombre considérable d'engagements nouveaux, compliqués et ambitieux, en ce qui concerne les droits civils et politiques, mais aussi économiques, sociaux et culturels. Nombre de ces engagements s'inspirent des recommandations formulées par les experts indépendants des Nations Unies au cours des sept dernières années. Ces engagements nouveaux laissent puissamment espérer qu'il puisse être mis fin à ce qui est parfois apparu comme un schéma de violation endémique des droits de l'homme. Toutefois, si les engagements ne sont pas tenus, le renversement des espérances et la perte d'élan risquent de provoquer une désintégration rapide. Il est essentiel que la communauté internationale - et en particulier les Nations Unies - maintiennent des programmes de suivi étroit et d'assistance alors que le Guatemala s'efforce de respecter ses obligations nouvelles. Forte des succès qu'elle a enregistrés jusqu'ici au Guatemala, la Commission est bien placée pour continuer de jouer ce rôle de surveillance et de conseil. A ce stade délicat, tout relâchement de la surveillance exercée par les Nations Unies nuirait à l'affermissement du processus de paix.

6. Cette année, pour la première fois depuis longtemps, le Guatemala n'est pas sujet à la désignation d'un rapporteur spécial, ce qui traduit le fait que la Commission est confiante que le Gouvernement du Président Alvaro Arzú Irigoyen s'est engagé à entreprendre les réformes nécessaires pour améliorer la situation des droits de l'homme. En fait, la première année d'exercice du pouvoir par le Gouvernement du Président Arzú a été marquée par un certain nombre d'initiatives importantes et audacieuses dans le domaine des droits de l'homme ainsi que par la conclusion de pourparlers de paix qui ont mis fin à plus de trois décennies de conflit armé interne. Les violations des droits de l'homme d'inspiration politique qui étaient devenues monnaie courante au Guatemala - tortures, exécutions extrajudiciaires, disparitions - sont maintenant l'exception et non plus la règle. Que les mesures susmentionnées n'aient encore mis fin ni aux violences, sans caractère politique, exercées par les forces de sécurité, ni à l'impunité dont jouissent depuis trop longtemps les auteurs de violations des droits de l'homme, souligne que la surveillance internationale doit être poursuivie.

7. Le Gouvernement du Président Arzú ayant démontré qu'il s'engageait dans la réforme, Human Rights Watch invite instamment la Commission des droits de l'homme à faire que l'élément d'assistance technique du mandat de l'expert pour cette année soit rendu plus efficace, sans pour autant cesser d'établir des rapports publics pour contribuer à mesurer les progrès accomplis.
